Brouillards sur les rivières du Sud

"J'attends chaque jour le moment du retour"

par Christian Sina DIATTA

L'auteur, universitaire sénégalais originaire de Casamance, nous livre ici les réflexions d'un intellectuel partagé entre une petite enfance très traditionnelle, un métier - la physique nucléaire - le mettant en contact avec des laboratoires de recherche internationaux et un grand attachement à son pays et ses diverses composantes.

Pour lui, les brouillards qui d'habitude masquent la Casamance sont symboliques d'une histoire s'enfonçant dans la nuit des temps, mal connue, peu écrite et surtout malheureusement ignorée par la majorité des colonisateurs et des administrateurs du Sénégal indépendant.

Ayant plus d'affinités sociologiques avec ses voisins directs - Gambie et Guinée-Bissau qu'avec le « Nord » - le Sénégal, la Casamance, entre ce qu'elle est et ce que l'on voudrait qu'elle soit selon des normes administratives, a toujours donné l'impression d'être une terre qui ne peut pas vivre en résonance avec elle-même et avec l'administration qui la gère.

Appelant les bonnes volontés de ses voisins pour éclaircir un horizon incertain, l'auteur cite ce poème d'un jeune Diola de Dakar.

« O Casamance, mon beau pays, Ta souveraineté
Laisse à ma dolence un peu d'espérance
Et là sur cette terre où je suis exilé
Mon âme est solitaire et mon cœur désolé
J'attends chaque jour le moment du retour... »

Mots clés : civilisation, fleuve, phénoménologie, climat, histoire, politique, société, religion, administration, urbanisation, village, géographie, Sénégal, Casamance, Gambie, Guinée, Cap-Vert, Guinée-Bissau.
Ce qui frappe d’une saison à l’autre l’observateur promenant son regard sur les rivières de Casamance, et se remémorant les écrits controversés sur elle, c’est la fréquence de brouillards d’advection (1) et de brouillards atmosphériques vite dissipés par le soleil et le mélange de douceur et d’agressivité dont la charge l’histoire.


Plus de 300 ans de présence portugaise suivis de 74 ans d’implantation militaro-commerciale parcellaire, progressive, lente et difficile des Français, n’ont pas permis de faire de la Casamance ni une terre coloniale achèvée, ni une terre neuve, ni un territoire soumis et accompli.

D’ailleurs, la Casamance ne dit rien qui puisse faire connaître en profondeur le sacré et le profane, et intime qu’ils font du pays une entité réellement à part en Afrique. Présentez-la sous une forme choisie, il en restera toujours mille autres possibles. Elle est pluric peace by her ethno-sciences, her paysages, her météorologie, her faune, her horizons.

Ces jeux d’ombres et de lumières sur les connaissances que l’on a sur elle de l’extérieur comme de l’intérieur ont largement contribué à brouiller ses horizons. Pour se faire comprendre, elle se bat. Pour vivre, elle célèbre sa culture, mais avec quels ouvertures et sous quelle identité ? La Casamance paraît bien répondre à une représentation imagée complexe tenant compte des handicaps et perspectives que maintes personnes tentent de saisir et que nous nous contenterons de reformuler ci-après à grands traits.

(1) « Le brouillard d’advection résulte de la condensation survenant dans une mare d’air chaud et humide qui passe sur une surface froide », Le Robert (Ndlr).

1. Partie de brouillards en Casamance...

L’histoire nous enseigne que le Sud et le Nord, pour le grand territoire comprenant la Guinée-Bissau, la Gambie, la Casamance et le Sénégal, les îles du Cap-Vert, sont restés mal définis durant toute la période coloniale et même au-delà. C’est un héritage éternel des empires coloniaux. Les Portugais, les Anglais et les Français y ont reflété le jeu de leurs empires jusqu’au début du XXe siècle et même plus tard. Le conflit mauritanien, le transfert de certains villages sénégalais en Gambie après 1960, le conflit frontalier entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, le problème casamariens, sont les conséquences des remises en cause continues, inquiétantes et actuelles de leur cadre géographique et administratif définis gérés par des gouvernements souvent peu avertis de la réalité sociologique profonde de leurs peuples. Et cette ignorance est génératrice de bien des conflits.

La nature du droit, du droit du sol ou du droit du sang, sur lequel se fondent désormais les États à travers le monde, n’a pas fait l’objet d’une réformulation de la forme de liberté pour l’Afrique. La multiplicité des ethnies rend la question complexe en effet. Par contre, le respect des minorités culturelles devait faire l’objet d’une affirmation explicite de principe dans la charte africaine des droits de l’homme.

Par quel esprit de sagesse pourrait-on voir résolues ces épineuses questions d’identité des États et du droit qui les régit ? S’il y en avait un qui puisse gouverner dans la pointe Ouest de l’Afrique, Nkrumah aurait pu avoir raison sur la pertinence de l’unité rationnelle de l’Afrique et faire valoir cette volonté de s’affranchir des handicaps du mauvais départ dénoncé par René Dumont dans son livre : L’Afrique noire est mal partie. D’un côté, on s’oppose à l’émiéction des anciens territoires, de l’autre on discute l’Africanité occidentale et on rejette l’idée de fédération des États de l’Afrique (2). La réalité est que tout le monde, malgré le bon sens qu’il affiche, n’est pas forcément inspiré en même temps du même esprit de sagesse.

L’Afrique passe globalement et aléatoirement d’un état d’équilibre à l’autre tout en préservant difficilement ses options et ses intérêts fondamentaux maximums. Le plus souvent, les chances de succès reviennent à ceux qui sont munis de voix autorisées, d’un minimum de forces coercitives sur les autres. Il en résulte un retard d’endogénéisation de la réalité mondiale et post-coloniale en Afrique. L’espoir, par exemple, bien que permis, de voir la Gambie, le Sénégal, la Guinée-Bissau, les îles du Cap-

(2) Voir à ce sujet le rôle de F. Houphouët-Boigny (Ndlr).
Vert, prendre ensemble leur propre destin par une réformulation de leur mode de coexistence semble échapper jusqu'ici aux gouvernements. Un anarchisme nationaliste avec trois monnaies, de nombreux contrôles douaniers aux frontières dont se moquent les populations, puisque jamais respectés par elles, parce que déjà familiarisées à des échanges traditionnels remis en cause par la colonisation, donnent l'impression que chacun de ces pays aspire à s'en sortir tout seul en prélude peut-être à une association future mais encore hypothétique au niveau des gouvernements.

L'hypertrophie des villes au détriment des villages, l'illusion de l'existence de la nation dans chacun des cas, masquent dès lors la réalité historique selon laquelle les États ont été bâtis avec la cité comme base et non comme émanation de la nation comme on l'affirme si souvent avec grande conviction dans les sphères politiques. Bissau, Bathurst devenu Banjul après l'indépendance de la Gambie, Dakar, Prai à ont été pour les puissances coloniales les centres de leur pouvoir et la résultante des forces vives des pays dont ces villes étaient des capitales.

Face à la haute instabilité politico-sociale de la sous-région, on ne peut faire qu'un usage prudent des concepts d'État, nation, pays, capitale, ville, non point selon leur sens potentiel ou supposé mais selon leur poids fonctionnel. Faute de cette précaution, il en résulterait une appréciation insuffisante des problèmes de la sous-région comme celui des rapports entre les pays qui la composent et qui seuls, mis ensemble et sans exception, trouveront une solution à des problèmes comme celui de la question casamancienne, des rapports entre la Mauritanie et le Sénégal, des voies de coopération internationales.

Est-il possible, devant tant de conditions et de contraintes dans l'évolution des pays de la pointe Ouest de l'Afrique, d'isoler la question casamancienne avec l'absence sur le chemin de son règlement de la participation effective des îles du Cap-Vert et de la Gambie, du Portugal, de l'Angleterre et de la France ? La réponse est naturellement fonction de l'aspiration des pays de la sous-région à l'harmonie ou plus concrètement à la mise sur pied d'une communauté économiquement viable dans laquelle serait réglé du même coup le statut définitif de la Casamance d'où résulteraient de nouvelles formes d'administration et de coopération internationale. Pour l'instant, sans être elle-même totalement indistincte dans le fond, selon les termes de ceux qui l'ont ravivée et entretenue, la question casamancienne se pose, comme nous venons de le voir, dans un cadre historique, géographique, sociologique et politique flou. Ces brouillards en compromettent les solutions pertinentes et masquent les horizons de la sous-région et donc de la Casamance pour tous les acteurs concernés. Les nombreux apôtres de la paix, les partisans irréductibles de la force militaire se retrouvent sur un point : l'entretien d'un dialogue de sours entre toutes les parties, bien que tous s'accordent à penser que la sous-région devrait être bâtie dans l'harmonie, avec les meilleures chances de progrès et de stabilité au prix de l'identification rigoureuse, objective et surtout originale des bonnes questions et voies de développement pour chacun et pour tous. Tout cela n'est malheureusement à l'heure actuelle qu'une partie de jeu hasardeux de brouillard et d'horizons.

Un constat frappant en Casamance est la tendance généralisée à gérer systématiquement l'autosuffisance alimentaire et à affirmer son identité culturelle faite de cultures diversifiées et remodelées dans un cadre étroit pour refaire une unité culturelle originale et totalement distincte de celle des régions voisines.

Les sécheresses, les privations de moyens de subsistance par effets de facteurs exogènes dont les pressions économiques, ont provoqué dans l'histoire de la Casamance des crises parfois incomprises par les autorités administratives. Le prélèvement brutal de l'impôt par le colon, l'arrachement de terres aux habitants, les cotisations forcées de riz pour l'effort de guerre entre 1939 et 1945 en pleine période de sécheresse, l'application annoncée de la loi sur le domaine national après l'indépendance du Sénégal, également en pleine période de sécheresse et de croissance démographique sans précédent dans le pays, ont été des causes de crises aigües en Casamance.

Ainsi, entre ce qu'elle est et ce que l'on voudrait qu'elle soit selon des normes administratives, la Casamance a toujours donné l'impression de ne pas vivre en résonance avec elle-même et avec l'administration qui la gère.

L'incapacité à faire des petits pays de cette sous-région un ensemble économique viable à l'héritage trilingue (français, anglais, portugais) mine son histoire. Depuis les indépendances, de bonnes conditions de départ y sont sans cesse recherchées au plan économique, administratif, politique. La continuité et la fluidité sociale y sont pourtant permanentes sans se confondre avec une véritable politique de gestion des rapports sociaux entre les divers peuples qui y vivent.

La difficulté de concretisation d'une association entre la Gambie et le Sénégal, confirmée par l'éclatement de la fédération de la Sénégal-Gambie, les conflits de frontières entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, la révision constante du tracé des frontières maritimes entre le Sénégal et les îles du Cap-Vert traduisent malgré tout un processus d'adaptations successives de la réalité de la sous-région formée par ces pays à des modes de coexistence plus viables.
2. Vers un horizon incertain...

La Casamance, tel un champ de bataille, apparaît comme une Lorraine africaine. Elle subit sans nul doute les effets des maux dont souffrent ses voisines du sud et du nord. De plus, les différences de normes socio-politiques de ces pays compliquent d'autant ses propres normes. Ce qui pose la question de sa nature dans la sous-région par rapport à ses voisines. Compte tenu de l'identité sociologique singulière de la Casamance, l'approche et la déduction du mode de prise en compte de la réalité casamancienne à partir d'un cadre sous-régional, interne ou international sont posées par l'irrédentisme.

Avec l'avènement de la bicyclette, de l'automobile, du bateau et de l'avion et avec l'existence de ponts sur les fleuves, le rayon d'action de l'individu dé passe aujourd'hui celui de la Casamance. Enfermer ses populations dans un espace territorial mal défini par des mesures administratives ou économiques reviendrait à s'opposer à la nature humaine en Afrique où la famille étendue est encore tributaire des traditions anciennes. Des royaumes à cheval sur la frontière de la Guinée-Bissau et de la Casamance devraient, si la primauté était donnée à de nouvelles normes administratives, disparaître comme le papier pour laisser libre cours à de nouveaux desseins et desseins des pays de la sous-région. Il s'ensuit que la Casamance peut être raconterne si les normes qui le régissent sont endogènes. La réalité casamancienne est en effet originale, complexe et fascinante. L'histoire et la science en ont donné n'en disent pas tout.

Prenons l'exemple bien connu d'Albin Sitoé, arrêté puis déporté pour cause de résistance non violente. Elle préoccupe l'administration depuis le temps colonial (1942). Le silence sur de nombreux faits historiques la concernant, la non-disponibilité de certaines archives, sont autant de signes d'erreurs, de recherches de rectifications de l'histoire. Les réserves qui entourent encore sa personne traduisent des difficultés à assumer l'acte de sa déportation et ses conséquences sur plusieurs décennies (3). Cependant, les conflits actuels vécus par la Casamance n'en sont pas une conséquence directe.

Avec l'accroissement illimité du taux d'immigrés favorisé par une certaine tolérance locale et par la mise en place de programmes de développement faisant souvent fi de l'expérience, la Casamance est devenue instable. Le taux d'immigrés en Casamance a largement dépassé le seuil de tolérance, si l'on tient compte de l'agression actuelle sur la forêt, l'arrangement de terres aux autochtones, l'exploitation maladroite dans les zones de pontes de ressources halieutiques, l'habitat anarchique sur des rizières à Ziguinchor comme à Kafres. Les programmes de développement quelquefois initiés par des experts sans recherche scientifique préalable ont abouti dans certains cas à des catastrophes écologiques. L'échec d'un certain programme de récupération de zones rizicoles d'une société hollandaise, agréé par le gouvernement sénégalais, sur la mangrove est l'un des exemples les plus remarquables. Le respect des limites de la mangrove et la gestion de celle-ci par les paysans, mal compris par les ingénieurs et agents de développement de l'État, ont été, dans ce programme, supprimés au profit du déboisement à grande échelle de la mangrove, assorti de ce projet de culture de riz à grande échelle. Le constat d'impossibilité d'une telle culture sur un sol devenu saureux fut un résultat décevant pour les milieux scientifiques.

Mais d'autres exemples pourraient être cités.

La substitution de l'administration aux paysans dans la gestion de la forêt est également à l'origine d'erreurs marquées par la rupture de l'équilibre séculaire entre l'homme et le couvert végétal (4). La nature exogène de l'industrie touristique et du commerce ajoutée à l'immigration suite à des fixations continues et multiples de membres de familles nouvellement venues créé une déséquilibre actuel de la région. La remise en question du foncier traditional au nom de la loi sur le domaine national achemine de créer les conditions négatives de rapports conflictuels entre les valeurs traditionnelles locales et les facteurs exogènes incompatibles avec la logique des populations locales, aux yeux des autochtones. Ainsi, malgré les nombreuses recherches sur la Casamance, l'histoire et la sociologie du pays sont encore mal connues.

L'histoire coloniale, encore très récente n'est que partiellement rapportée par les spécialistes et ne figure qu'en termes succincts dans la mémoire des populations. La non-coïncidence entre le mémoire officiel et le mémoire populaire est, sans nul doute, source d'erreurs et l'indice de l'insuffisance d'approches rationnelles de la réalité casamancienne encore entourée d'un brouillard qui ne pourrait être dissipé qu'au prix d'une haute probité intellectuelle, chargée de tant de handicaps et aux prises avec tant de contraintes.

La Casamance a-t-elle l'espoir de découvrir dans un proche avenir des horizons clairs ?

Ses horizons la rendent à la fois belle et attrayante. Cette beauté de sa nature, gracieuse, comme tous les spectacles naturels, cache sa délicatesse.

---

(3) Voir chapitre 25, les chant d’Albin Sitoé (NdR).

La jouissance maladroite de l'exalté qui aurait tendance à se l'approprier, peut être à l'origine de déséquilibre de l'environnement. Le mythe et la réalité s'y mêlent sans cesse. Le dragon *ajunfu* est associé à la fois à la source de richesses incommensurables et à la lumière zodiacale observée dans le firmament, la nuit. La nuit offre ainsi sa beauté et ses symboles vitaux pour les hommes. Les grosses pluies ne peuvent prendre fin qu'une fois arrivés les dragons dans les grands fleuves et les océans.

Ainsi, en Casamance, l'homme perçoit de multiples horizons aux moyens de messages de la nature. Cette culture ébranlée par deux types de colonisation, la portugaise et la française, et trois décennies d'expérience nouvelle suppose l'apparition de nouveaux horizons.

La Casamance peut-elle rêver de tels horizons larges et lointains et à un développement en résonance avec son identité propre ?

Guidé, son regard aurait un champ de vision forcé droit. Laisse à elle-même, elle aurait à opérer des choix forcément difficiles d'orientation de son optique du développement. Contrôlée ou bridée, elle serait confrontée en permanence à des problèmes immédiats au gré des circonstances libres. elle devrait être capable de porter son regard au loin dans un monde difficile et imprévisible.

Un des horizons les plus difficiles à saisir est l'horizon géographique. Le nom Casamance lié au bassin du fleuve de même nom coïncide mal avec sa réalité culturelle propre. En Guinée-Bissau, en Gambie et aux îles du Cap-Vert se trouvent disséminées avec un poids variable les mêmes éléments culturels. Le créole parlé à Ziguinchor reste un mémorial de la colonisation portugaise comme en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert. Le mandinka et le diola créent des ponts culturels solides entre la Gambie et la Casamance. Il en va de même du cousinage entre les Serer et les Diola présents en Gambie dans la région du Sine Saloum et en Casamance (5). Pour autant que la géographie physique et l'histoire marquent les peuples d'emprunts persistants, le cadre géographique et culturel des fleuves Gambie, Rio Casembe et Casamance ainsi que la colonisation française, anglaise ou portugaise, ont créé un espace sociologique complexe où il est impossible de retenir une adéquation des normes administratives avec les données naturelles. À cette réalité non encore analysée à des fins de projets politiques concrets d'intégration sous-régionale viable, s'ajoutent des spécificités religieuses.

Dans cette sous-région, un dialogue interreligieux effectif est pratiqué entre les religions traditionnelles, le christianisme et l'islam aux niveaux familial, villageois et dans la gestion globale de la société. À Ziguinchor, les cimetières musulman et catholique se trouvent dans une même enceinte, les fêtes religieuses sont partagées par tous, puisque, dans une même famille, les trois pratiques religieuses existent souvent. Ce dialogue semble sans avenir dans le cadre législatif sénégalais où la religion traditionnelle n'est pas reconnue, ce qui vide par exemple de nombreux mariages coutumiers au sens juridique du terme.

Cette négation d'une réalité culturelle profondément enracinée en Casamance et encore vivace est l'un des points cachés du conflit culturel entre le Casamans et l'administration qui le gère officiellement.

La continuité culturelle imprimée par les religions se manifeste naturellement dans l'art, le travail, l'éthique. La rupture de concept de la convivialité religieuse constatée dans le mariage apparaît dans les choix artistiques favorables aux options administratives en matière religieuse. L'éthique fortement couplée à l'univers religieux de l'individu reflète ces mêmes clivages. Il est courant dans les communautés casamantaises que, pour un prêtre, le notable soit par essence le marabout et non le chef traditionnel, sachant *a priori* que le prêtre répond mal par son statut à cette identification au quartier ou à un village.

Enfin, en Casamance, et plus particulièrement chez le Diola, le Mandjak, le Mancé et le Balante, le travail fait l'homme. Il est la source de l'autosuffisance alimentaire et de la dignité de l'homme. Par contre, dans les villes et au nord du Sénégal, il est davantage ressenti comme valorisant par son utilité et non par principe.

Dans ces conditions, les horizons semblent relativement bouchés pour la Casamance sur de nombreux plans, sans qu'on ne puisse dégager le moyen de les élargir et de les rendre clairs.

3. Quel espoir ?

La Casamance est chantée par ses habitants :

« O Casamance, mon beau pays
Lieu de mon enfance
Du bonheur, des chansons et des rires
Ta souvenance
Laisse à ma dolance
Un peu d'espérance.
Et là sur cette terre où je suis exilé
Mon âme est solitaire et mon cœur désolé,
J'attends chaque jour
Le moment du retour."

(5) Voir le témoignage de Raphaël Ndiaye, p. 286 (Ndte).
Ce chant d’espérance et des jeunes, semblable au cri des juifs, « L’année prochaine à Jérusalem », force la méditation sur la façon de procurer aux habitants de la sous-région les moyens de leur épanouissement sur leur terrain. L’exode rural pernicieux déstabilise chaque jour davantage la ville de Dakar. Son freinage passe par une remise en cause radicale de la politique de développement de la sous-région et de l’organisation administrative de celle-ci garantissant la fixation des personnes sur leur sol pour le plus grand nombre d’émigrés actuels. Dans le même temps, une migration sud-nord déstabilise la Casamance vidée au moins huit mois par an de ses jeunes partis en ville, principalement à Dakar, à la recherche d’emplois.

Le réel espoir que l’on pourrait promettre aujourd’hui aux Casamanciens, comme à tout autre habitant de la Gambie, de la Guinée-Bissau, des îles du Cap-Vert et du Sénégal, serait l’acceptation de mutations profondes donnant à la personne la possibilité de jouir de ses droits culturels, économiques, politiques et administratifs dans un cadre global viable.

L’échec d’une association entre le Sénégal et la Gambie, souhaitée depuis l’époque coloniale, tentée après l’indépendance, créée du même coup une discontinuité géographique dans la configuration du territoire sénégalais. La viabilité de la Casamance, larguée au sud entre deux pays de langue et d’administration différente de celle du Sénégal, suppose un nouveau statut répondant aux normes de voisinage particulier avec ses voisins du nord, du sud et de l’est.

Il faut espérer qu’à l’issue de la crise qui l’atteint de plein fouet depuis de nombreuses années, un rayon de lumière dissiper ses brouillards pour lui ouvrir de larges et lointains horizons.

14

La terre, à qui est-elle ?

Les pratiques foncières en Basse-Casamance

par Gerti HESSELING


Le résultat de tous ces changements est une situation foncière floue, une politisation progressive de la question foncière et une forte tendance chez les Diola à défendre leurs droits fonciers contre les « étrangers ».

La politique de régionalisation propose récemment par les autorités sénégalaises, malgré les aspects positifs, de passer à côté des problèmes réels en Casamance.

En conclusion figurent quelques pistes de réflexion vers des solutions possibles.

L’auteur

Docteur ès-sciences, mention physique des plasmas, Université d’Orléans-France (1977), le professeur Christian Sina Diatta est un ancien chercheur au CNRS, professeur de physique à la faculté des sciences de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar, et directeur de l’Institut de technologie nucléaire appliquée à Dakar.

Titulaire de la chaire NEW (Namur-Europe Walonic, 1994), il est coordonnateur pour l’Afrique de l’Ouest de la Société africaine des physiciens et mathématiciens (SAPAM) et membre du conseil d’administration du Réseau international « Prélude » (Programme de recherche universitaire pour le développement).